

Dans les prisons de l'Etat français aussi, il y a des révolutionnaires détenus. Ils doivent prendre la parole, s'expliquer, ne pas se laisser baillonner et isoler, car si la répression s'abat aujourd'hui sur des minorités, c'est pour mieux frapper - demain l'ensemble du peuple.

Aujourd'hui nous sommes emprisonnés, demain vous le serez peut-être si vous tenez à conserver votre liberté de pensée et d'expression, si vous refusez le lavage de cerveau de la société -- capitaliste, si vous êtes prêts à vous rebeller, plutôt que d'abandonner toute liberté.

Voilà 12 jours, à travers les barreaux de nos cellules à la Santé, nous parvenaient les sirènes des flics enlevant Klaus Croissant pour le livrer aux bourreaux assassins des camarades de la RAF dans le camp-forteresse d'extermination de Stuttgart-Stammheim, le promettant à la mort lente dans cette prison-modèle -- des sociaux-démocrates de la RFA, à moins que pour lui aussi, ces porcs aient choisi une solution plus expéditive. Le Bildzeitung, journal de la presse pourrie de Springer affirmait le 18 novembre: "Il semble que l'avocat terroriste Klaus Croissant veuille, comme son idôle Baader, exploiter un suicide pour présenter notre pays à l'opinion mondiale comme un Etat où le droit ne serait plus respecté. Tout le monde sait que s'il devait véritablement mettre fin à ses jours en prison, ce serait à coup sûr un suicide". Quoi de plus clair! Maintenant, c'est avant même - qu'il soit survenu, que l'on prépare un nouvel assassinat. Il faut se battre tout de suite contre cette vision prémonitoire. Pour que les exécutions au petit matin dans une cellule ne deviennent pas la logique habituelle pour les prisonniers, otages des Etats terroristes.

A travers cette extradition de Klaus Croissant, qui est extradé seulement pour avoir pris la défense des camarades de la Fraction Armée Rouge et à qui l'on refuse son caractère politique, à travers cette extradition, c'est toute une orientation et un durcissement de la répression que dessinent ceux qui nous gouvernent et qui veulent nous diriger. Le rapt de Croissant, l'abandon officiel du "droit d'asile" si cher à la démocratie bourgeoise, l'abandon des droits de la défense, derniers remparts pacifiques contre l'arbitraire des Etats, est un symbole de l'internationale des polices, la remise au goût du jour de la Section Spéciale au service direct du nazisme.

De Stuttgart-Stammheim à Regina Coeli en passant par la Santé, ce sont les mêmes qui expriment leur volonté d'enfermer, de réprimer et de tuer...les mêmes ennemis de tous les opprimés à -- travers les frontières L'Internationale des flics, c'est d'abord l'alignement de tous les pays européens sur le modèle social-démocrate musclé, c'est la condition de survie de l'oppression capitaliste.

Ce modèle, c'est la négation totalitaire de la lutte des classes par la sacralisation d'un Etat tout-puissant, contrôlant, organisant, réprimant chaque collectivité, chaque individu en

le condamnant aux travaux forcés dans l'armée de la production capitaliste. L'internationale des flics, c'est celle des patrons; elle ne peut s'exprimer dans chaque pays que par la toute-puissance de l'Etat et de ses institutions, cherchant à enfermer chacun de nous dans le même moule de béton. Son instrument, c'est le système politique de Marchais à Giscard, en passant par Schmidt et le compromis historique à l'italienne; c'est l'anéantissement pour raison d'Etat, pour raison de rentabilité, de toute autonomie collective ou individuelle.

La traduction de ce système oppressif, le plus efficace que l'histoire ait connu, c'est Stammheim, c'est la Santé, c'est Fleury-Mérogis, la normalisation ou la destruction de l'individu.

Pour réaliser son projet, l'Etat a choisi une méthode: la criminalisation de la lutte des classes. En Allemagne, en Italie, en France, ceux qui choisissent la résistance, le combat anticapitaliste, la lutte contre toutes les oppressions, sont des criminels. Ils n'ont ni le droit de penser, ni de parler, ni de se défendre. Ils sont à enfermer, à abattre, à suicider.

Si Klaus Croissant est considéré comme un terroriste par les Etats bourgeois, c'est justement parce que son existence même est un obstacle à la criminalisation des combattants révolutionnaires de la Fraction Armée Rouge. N'étant pas un activiste, mais défendant les droits les plus élémentaires de nos camarades allemands. La défense juridique de ces camarades impliquait que ceux-ci ne soient pas des monstres, mais des militants politiques, des individus réclamant le droit à l'expression, à la liberté de l'information -- donc de la pensée. C'est pour cela que Croissant est devenu la cible de l'Etat capitaliste supra-national franco-allemand. Etat franco-allemand! oui, parce que la France prend chaque jour un peu plus le chemin de cette démocratie musclée innovée en Allemagne. L'affaire Croissant, n'est donc pas le résultat de la résurgence de vieux démons typiquement allemands.

Il ne faut pas fermer les yeux et oublier que ces derniers jours des avocats se sont faits matraquer dans l'enceinte du Palais et à la porte de la Santé. Il faut aussi savoir que nos avocats se font fouiller lorsqu'ils viennent nous défendre devant la Chambre d'accusation. Il faut savoir que nous sommes restés au secret pendant six mois, sans même voir nos parents, sans même que nos avocats aient la possibilité de prendre connaissance de nos dossiers.

Ce techno-fascisme ne s'arrête plus au Rhin. Si Klaus Croissant a concentré sur lui toute la haine répressive franco-allemande, c'est qu'il défendait la Fraction Armée Rouge. Et la RAF est l'ennemi principal de l'Etat allemand. Elle a su viser et frapper juste, ainsi contre Schleyer, président du patronat et ancien SS, patron et flic, exploiteur et oppresseur. La RAF a su désigner clairement l'ennemi, notre ennemi, l'ennemi de classes. Elle a été le précurseur, le détonateur en Allemagne de ce mouvement qui s'étend sur toute l'Europe. En Italie, les Brigades Rouges, les Noyaux Armés Proletariens, l'Autonomie Ouvrière, en Espagne, le FRAP, le GRAPO, En Euskadi, l'ETA. Partout dans l'Europe des Peuples face à l'Europe du Capital, du frie et du flic, montent

des formes nouvelles, montent les forces de la lutte armée.

Si nous sommes en prison depuis déjà longtemps malgré l'absence de charges sérieuses contre nous, c'est parce que nous revendiquons notre place dans ce mouvement. Nous sommes des militants révolutionnaires, participant aux luttes du peuple, qui avons été arrêtés transportant des armes qui auraient -- servi à exécuter les tortionnaires fascistes qu'étaient: le général Anaya, ambassadeur de Bolivie, assassin de Che Guevara, le Capitaine Plata Valle, attaché militaire espagnol, barbouze responsable des "Guerilleros del Christo Rey" en France, le milicien patronal Trameni, assassin de notre camarade, l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney.

Avant tout, nous sommes des révolutionnaires autonomes. Nous faisons intimement partie de ce mouvement qui en a marre des politicieries qui ne font que tromper le peuple, qui le -- détournent de ses luttes. Nous faisons partie de ceux qui -- préfèrent l'efficacité révolutionnaire aux discours stériles, de ceux qui pensent qu'ils ne faut pas emmagasiner notre révolte; notre haine contre l'oppression, en attendant le -- "Grand soir" auquel les partis et leurs dirigeants "responsables" nous aurons parfaitement préparé. Nous faisons partie de ces camarades qui, un peu partout en France, passent à l'action pour faire payer le plus cher possible aux exploités l'assassinat d'Andreas Baader et de ses camarades, nous faisons partie de ce mouvement qui ne s'est pas laissé aveugler par la portée réelle des pétitions et qui refusait que l'on -- sépare le cas de Klaus Croissant du sort et du combat des révolutionnaires de la RAF, choisissant d'affronter les flics de l'Etat français, Kollabo de Schmidt, portant des coups -- aux entreprises allemandes responsables du processus de fascisation en col blanc, montrant ainsi dans les faits la seule riposte conséquente. Les assassins du peuple paieront cher, ils paieront tout.

Nous faisons partie de ce mouvement que l'on appelle le mouvement autonome. Il est cette force populaire qui se lève en-dehors des partis, en-dehors des structures traditionnelles, non pour s'attacher à un simple changement de gouvernement ou de gestionnaires, mais pour s'attaquer ici et maintenant à -- une transformation radicale de la Société, sans compromis, une transformation intégrale qui corresponde à nos besoins véritables, directs, immédiats. Les luttes autonomes sont les -- combats pour la prise en main de leur propre destin par les masses populaires elles-mêmes, c'est-à-dire, la prise en main immédiate de notre vie quotidienne, de nos choix d'avenir, par l'organisation collective directe, par l'action directe.

C'est la lutte armée anticapitaliste et anti-impérialiste, la lutte contre l'Etat policier et nucléaire, la désobéissance civile et l'insoumission, les expropriations du Capital, la -- lutte des femmes, les luttes de libération nationale, enfin -- les luttes pour l'élimination de toutes les injustices et de tous les abus dont souffrent les travailleurs dans un Etat -- capitaliste. Soutenir les luttes populaires passent par le -- combat contre la répression. Il faut se battre contre la cri-

criminalisation de la lutte des classes, en soutenant le combat des révolutionnaires emprisonnés par l'Etat bourgeois.

Les derniers coups portés au mouvement révolutionnaire doivent nous montrer qu'il n'est plus possible de se leurrer sur le -- caractère démocratique des Etats capitalistes, car ce qui est clair là-dedans, c'est la collaboration totale entre leurs -- flics respectifs, qui ont mis à l'ordre du jour la chasse aux révolutionnaires et l'étouffement des luttes radicales.

La France est partie prenante dans cette répression et les retombées du climat hystérique entretenu par les journalistes-policiers dans les médias ne tarderont pas à se faire sentir. La défense et le soutien de ceux qui luttent contre l'Etat des patrons va devenir une tâche aussi importante que nécessaire -- pour le mouvement populaire. Dans la lutte contre le terrorisme d'Etat, des camarades sont tombés, d'autres tomberont encore, à coup sûr. Les laisser sans défense, c'est à terme, condamner tous ceux qui luttent et se battent pour que les exploités aient le dernier mot dans leur combat face aux patrons.

C'est aussi un choix politique, celui de défendre le droit à la Résistance, à la Révolte contre l'oppression capitaliste. La -- défense et le soutien des militants qui se reconnaissent dans les luttes radicales d'aujourd'hui, passe par des initiatives diverses parmi lesquelles ne s'excluent pas celles recourant à la violence révolutionnaire, pourvu qu'elles s'inscrivent -- dans le sens d'une riposte au terrorisme d'Etat, à la violence institutionnalisée.

Il faut se battre de toutes les façons possibles pour faire respecter les droits des prisonniers à la liberté d'expression, leurs droits légitimes à une vie sociale et politique.

Il faut exiger la libération des prisonniers de la ^{de classe} guerre. Il faut faire payer cher à la bourgeoisie chaque jour, chaque -- heure passée en prison.

Liberté pour tous les emprisonnés politiques, reconnus ou non comme tels par le pouvoir.

Contre la criminalisation de la lutte de classes, à travers les murs des prisons: organisation autonome de la défense des luttes des prisonniers.

Vive les luttes autonomes

Vive la lutte armée.

les autonomes de la prison de la Santé.

coordonnées des militants emprisonnés:

Jean-Paul GERARD: 190 057 B.101

Michel LAPEYRE : 188 185 B.101 Prison de la Santé.

Frédéric ORIACH : 188 187 B.101

adresse du "Comité de soutien aux détenus politiques" ..

Mme Gerard, 29rue de Bellefond 75018 Paris.